

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-160

DU 23 MARS 2022

AFFECTATION POUR UNE SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT AU GIP MAXIMILIEN (AFFECTATION 2022)

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 125-09 du 27 novembre 2009 relative à l'approbation de la création d'une association de préfiguration relative à la mise en place d'un dispositif commun pour les marchés publics d'Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 100-12 du 22 novembre 2012 approuvant la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public (GIP) poursuivant l'objet de l'association MAXIMILIEN relative à la mise en place d'un dispositif commun pour les marchés publics d'Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 13-350 du 30 mai 2013 portant octroi et affectation d'une subvention globale de fonctionnement à l'association de préfiguration MAXIMILIEN ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 2021-034 du 2 juillet 2021 portant désignation et remplacement des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-160 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer financièrement au fonctionnement global du GIP MAXIMILIEN pour l'année 2022, pour le fonctionnement d'un dispositif commun pour les marchés publics d'Île-de-France, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximal de 150 000 €.

Approuve la convention de subvention globale de fonctionnement entre la Région et le GIP MAXIMILIEN figurant en annexe n°1 de la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention par le bénéficiaire.

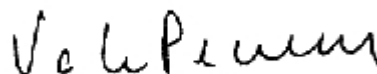
Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de 150 000 € prélevée sur le Chapitre 930 « Services généraux », Code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », Programme HP0202-016 « Subventions à divers organismes », Action 10201601 « Divers organismes » du budget régional 2022 au profit du GIP.

Article 2 :

Décide de verser une contribution de 27 850 € au GIP MAXIMILIEN au titre de l'année 2022.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de 27 850 € prélevée sur le Chapitre 930 « Services généraux », Code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », Programme HP0202-016 « Subventions à divers organismes », Action 10201601 « Divers organismes » du budget 2022, au bénéfice du GIP MAXIMILIEN au titre de la contribution de la Région à son fonctionnement pour l'année 2022.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 24 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 24 mars 2022 (référence technique : 075-237500079-20220323-lmc1145012-DE-1-1) et affichage ou notification le 24 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Convention entre la Région Ile-de-France et le GIP MAXIMILIEN 2022

**CONVENTION DE SUBVENTION N°22002751
ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE GIP MAXIMILIEN**

Présentation des parties signataires de la convention

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2022-160 du 23 mars 2022
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

L'organisme dénommé : GIP « MAXIMILIEN »,
dont le statut juridique est : Groupement d'Intérêt Public
dont le n° SIRET est : 130 018 450 00028
dont le siège social est situé au : 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
ayant pour représentant : Madame Marie-Carole CIUNTU, Présidente du GIP MAXIMILIEN
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

Vu la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

PREAMBULE :

Par la délibération CR 125-09 du 27 novembre 2009, il a été décidé la création d'une association de préfiguration relative à la mise en place d'un dispositif commun pour les marchés publics d'Ile-de-France.

Par délibération CR 100-12 du 22 novembre 2012, la convention constitutive d'un Groupement d'Intérêt Public poursuivant l'objet de l'association MAXIMILIEN a été approuvée. Il est à noter que l'ensemble des droits et obligations de l'association sont repris par le GIP y compris les subventions régionales et les conventions de subvention.

Par assemblée générale extraordinaire de l'association de préfiguration et assemblée générale constitutive du GIP MAXIMILIEN le 5 décembre 2013, il a été approuvé la constitution du GIP. Le GIP est entré en vigueur au 1er janvier 2014.

Véritable soutien aux TPE et PME, ce projet numérique est l'occasion pour tous les membres du GIP de porter ensemble un projet de politique publique visant à réduire la fracture numérique éprouvée par les entreprises et les collectivités les plus isolées.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes et du règlement budgétaire et financier de la Région adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010, prorogé par délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021.

Par ailleurs, cette convention met également en œuvre l'obligation pour le GIP MAXIMILIEN d'accueillir au moins 3 stagiaires pendant une période de deux mois minimum, créée par la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2022-160 du 23 mars 2022, la Région a décidé de soutenir l'activité globale du GIP MAXIMILIEN.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire **une subvention globale de fonctionnement dont le montant prévisionnel s'élève à 150 000 € pour 2022.**

Le budget prévisionnel de l'année 2022 est détaillé dans l'annexe dénommée « Budget primitif » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 : Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, toute action correspondant à son objet.

Article 2.2 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme <https://mesdemarches.iledefrance.fr> selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Article 2.3 : Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées, d'une part, des instances de décision et, d'autre part, de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;
- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;
- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté liée à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc...) dans leur déroulement ;

- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives ;
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Article 2.4 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats de l'action subventionnée (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire doit faire apparaître la participation financière de la Région dans toutes ses actions, produits et affichages induits par la subvention et apposer le logo de la Région conformément à la charte graphique régionale. Il doit également faire participer des représentants de la Région aux actions publiques concernées. En cas de non-respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée selon les modalités prévues à l'article 6.

La présence du logotype de la Région est obligatoire sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région.

Concernant les sites web, la mention et le logotype font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 : Caducité

- Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

- A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.
- Dans le cas où la première demande de versement constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier versement.

Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention globale de fonctionnement régionale, au titre de la présente convention, est effectué sur appel de fond qu'aura adressé le GIP à la Région.

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Article 3.2.1 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut effectuer une ou plusieurs demandes d'avance à valoir sur les paiements prévus, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Chaque demande d'avance se fait dans la limite de 30 % du montant total de la subvention et sur présentation :

- du formulaire de demande de versement de subvention ;
- d'un plan de trésorerie annuel, justifiant d'une insuffisance de trésorerie, daté et signé par le représentant légal.

Cette opération peut être répétée jusqu'au versement de 80 % du montant total de la subvention.

Article 3.2.2 : Versement du solde

Le solde est versé après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production :

- des comptes annuels de l'organisme sur l'année 2022, clos et certifiés, comportant la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire et celle de l'expert-comptable ou commissaire aux comptes (si l'organisme en est doté) ;
- d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé) ;

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la Région.

Article 3.3 : Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution du budget prévisionnel transmis par le bénéficiaire. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.2 (versement du solde) dans le délai de trois années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

Article 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1^{er} janvier 2022 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 23 mars 2022.

Elle prend fin une fois expirée lors du versement du solde de la subvention régionale ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire des comptes annuels.
- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.
- Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PROBITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière. La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement. Toute autre source d'information type voie de presse peut également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 9 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire » et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la loi informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région et le bénéficiaire sont qualifiés de responsables de traitement « disjoints ».

La Région et le bénéficiaire sont dénommés ensemble les « parties ».

La Région n'intervient d'aucune manière dans les traitements réalisés et opérés par le bénéficiaire.

Ainsi, les parties reconnaissent que, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, chacune d'elles est libre de déterminer les moyens et les finalités des traitements qu'elle réalise.

De ce fait, lorsque les parties s'échangent des données à caractère personnel, ces transferts ont lieu d'un responsable de traitement vers un autre, chacune des parties étant destinataire de l'autre.

Les parties s'engagent à respecter, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les obligations légales et réglementaires qui leur incombent au titre de la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier le RGPD et la loi informatique et libertés.

En particulier, chacune des parties s'engage à :

- ✗ informer les personnes concernées des traitements qu'elle réalise à partir de leurs données. Cette information devra être conforme à l'article 13 du RGPD (lorsque les données sont collectées directement auprès de la personne concernée) et 14 du RGPD (en cas de collecte indirecte) ;
- ✗ recueillir le consentement de la personne concernée lorsqu'il est requis ;
- ✗ permettre à la personne concernée d'exercer ses droits en vertu de la réglementation relative à la protection des données ;
- ✗ mettre en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données contre toute destruction fortuite ou illicite, perte accidentelle, altération, divulgation ou accès non autorisé ;
- ✗ respecter les obligations légales en matière de flux de données hors de l'Union Européenne ;
- ✗ inscrire les traitements qu'elle met en œuvre au registre des activités de traitements tenu en qualité de responsable du traitement ;
- ✗ nommer un délégué à la protection des données si elle y est astreinte en vertu de l'article 37 du RGPD et, le cas échéant, communiquer à l'autre partie le nom et les coordonnées de celui-ci ;
- ✗ encadrer les relations avec ses sous-traitants par un contrat conforme à l'article 28 du RGPD ;
- ✗ assurer un niveau de sécurité adapté au risque que présentent les traitements qu'elle met en œuvre, en tenant compte notamment de la nature des traitements et du type des données traitées.

Chacune des parties fait son affaire de fournir, au nom de l'autre partie, à son personnel concerné toute information relative au traitement mis en œuvre par elle et garantit l'autre partie de ce fait.

Lorsqu'une partie reçoit une demande d'exercice de droit concernant les traitements mis en œuvre par l'autre partie, la partie qui réceptionne cette demande doit l'adresser à l'autre partie immédiatement afin qu'elle puisse répondre dans les délais impartis par le RGPD.

ARTICLE 10 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, l'annexe dénommée « Plan d'actions » et l'annexe dénommée « Budget primitif » adoptées par délibération N° CP 2022-160 du 23 mars 2022.

ARTICLE 11 : LITIGE

En cas de litige, si un accord ne peut être trouvé entre les parties, le litige devra être porté devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le.....

La Présidente du GIP MAXIMILIEN

Marie-Carole CIUNTU

Le.....

La Présidente du Conseil régional
d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

Plan d'actions 2022



Demande de Subvention de fonctionnement 2022

Après une année 2019 de transition avec la mise en place de ses nouveaux services, le GIP Maximilien a maîtrisé, en 2020, la gestion de sa stratégie de développement malgré la crise sanitaire. Le GIP Maximilien est aujourd'hui reconnu pour son expertise en matière de transformation Numérique de l'administration Publique et d'achats responsables au-delà de l'Île de France. Cela s'est notamment concrétisé par la signature d'un partenariat avec le GIP Territoires Numériques Bourgogne Franche-Comté en 2020 et la signature à venir d'un nouveau partenariat avec le Syndicat Régional Mégalis Bretagne.

En 2022, le GIP poursuivra ses projets de développement à la fois sur le plan technique, sur ses services, mais aussi en matière de déploiement territorial et sur son champ d'actions sur les achats responsables.

Le GIP Maximilien a notamment commencé à étudier **la question du développement de son périmètre géographique sur proposition de son Conseil d'Administration** pour aller plus loin sur **ses actions en matière de déploiement de l'administration numérique territoriale et en matière d'achats responsables**. Il poursuit sa forte implication dans les travaux du **plan national de transformation numérique de la commande publique**, porté au niveau national par l'État et qui aura de nombreuses incidences sur les profils acheteurs comme le nôtre et **travailler sur la donnée** qui constitue, pour les acheteurs, un outil indispensable et performant de pilotage de leur politique achat.

Pour répondre à ces nombreux enjeux, le GIP Maximilien a ouvert deux nouveaux postes en 2021, dédiés à la gestion de la plateforme. Cependant, notre fonctionnement repose toujours sur une équipe très resserrée, en sous-effectif par rapport aux besoins exprimés ci-dessus. La pandémie actuelle et ses conséquences en termes de nouvelles pratiques professionnelles suscitent un besoin accru de la part de nos membres d'aller plus loin vers une dématérialisation de l'administration.

Depuis sa création en 2014, le GIP Maximilien s'est développé de manière très rapide. Depuis janvier 2018, la croissance de Maximilien est la suivante : + 87% de nouveaux adhérents, soit 370 adhérents au 1er janvier 2021 ; + 33% de création de comptes entreprises en 2 ans, soit aujourd'hui près de 63 000 entreprises inscrites sur le portail Maximilien, 98 000 comptes utilisateurs, 11 000 marchés publiés en 2021 (10% de plus qu'en 2020). Plus de 80% des marchés publics franciliens sont publiés ou visibles sur notre plateforme. Cela permet aux entreprises, et en particulier aux TPE/PME franciliennes, d'avoir quasiment l'ensemble des avis publiés sur le site <https://marches.maximilien.fr>. La mise en œuvre de nouveaux services a permis, aux collectivités utilisatrices, de réduire leurs coûts mais occasionne pour le GIP un surcroît de travail tant dans déploiement que l'accompagnement et la formation.

Le GIP Maximilien sollicite la Région Île de France, à l'initiative de ce bel outil régional pour poursuivre ensemble les nombreux projets. Il en résultera une visibilité accrue de ce projet initié en Île-de-France et contribuera à faire de notre territoire une SMART Région.

Demandes de subventions :

Le présent plan d'actions présenté ci-dessous, en appui de deux demandes de subvention : une de fonctionnement et pour ses investissements et répond à un double objectif :

- Poursuivre et compléter les actions proposées et présentés dans le plan d'actions 2021-2022 dans le cadre de la contribution du GIP à la mise en œuvre du Small Business Act de la Région Île-de-France,
- Être un outil au service des orientations stratégiques du GIP Maximilien votées en AG en décembre 2018 (Délibération n°20181206-4_Orientations stratégiques) qui fixent les axes de

travail pour les 4 prochaines années (2019-2023) :

- Développer le maillage territorial
- Mettre en œuvre le plan national de transformation de la commande publique de l'Etat
- Accompagner les acteurs du territoire autour de l'achat public responsable

Plan d'actions :

Ce plan d'actions se découpe en 3 axes :

- I. Développer le maillage territorial
- II. Déployer de bout en bout la dématérialisation de la chaîne d'achat
- III. Développer un service dédié à l'accompagnement des acheteurs publics sur les achats responsables :
 - Via la mission régionale dédiée à l'intégration des aspects environnementaux et d'économie circulaire dans les achats publics créée en 2021
 - Via l'écriture de la nouvelle feuille de route 2021- 2023 de la Mission d'Appui au développement des clauses sociales dans les marchés publics.



I – 3 axes de développement des activités clés du GIP Maximilien

1. Axe 1. Développer le maillage territorial

1. **Poursuivre ses actions de maillage territorial et développer les adhésions** pour que les opérateurs économiques retrouvent sur un seul site toute la commande publique francilienne :
 - Le GIP Maximilien renforce actuellement l'extension de son périmètre géographique via un canal de distribution indirect grâce au partenariat avec le RESAH dont les adhérents du secteur hospitalier sont géographiquement implantés dans la France entière. Cette ouverture du périmètre géographique, de fait, permet à Maximilien d'augmenter sensiblement et progressivement ses ressources financières.
 - Le GIP prévoit de recruter en 2021 un agent dédié à la prospection et à l'entretien de la relation avec les adhérents. Cet « ambassadeur » aura pour feuille de route de cibler en priorité les EPCI, les Hôpitaux d'Ile de France et les Syndicats dont les contributions potentielles permettront d'améliorer la péréquation avec les « petits » adhérents et ainsi favoriser l'inclusion numérique.
 - Organiser une conférence annuelle thématique afin de d'améliorer la notoriété du GIP à acquérir de nouvelles pistes de prospection.
 - Construire un nouveau plan de communication avec de nouveaux outils ciblés par canaux de communication. Pour cela, une refonte de l'outil de CRM est nécessaire ainsi que mettre à jour la base de contacts, voire acheter des bases de contacts.
2. **Organiser en 2022 des webinaires dédiés aux outils d'administration électronique** à destination des acheteurs (agents et élus) ainsi que des supports et témoignages vidéos.
3. **Augmenter la notoriété du GIP Maximilien via des actions de communication :**
 - Présentation de Maximilien, de ses services, de la MAPCE, MACS : outils « motion design » intégrés dans les supports classiques de présentation.

2. Axe 2 : Optimiser la chaîne des achats publics

1. Le **basculement de la plateforme** hébergée chez l'opérateur Wordline vers ATEXO afin d'améliorer le pilotage opérationnel de la plateforme et ainsi améliorer la qualité de service auprès des usagers qu'ils soient acheteurs publics ou opérateurs économiques.
2. Opérer la mise en service **d'une nouvelle version de la salle des marchés** afin de pouvoir embarquer **un infocentre** proposant un package d'indicateurs relatifs à la commande publique.
3. Installer un **connecteur entre le profil acheteur et pastell** (le système de gestion des flux inter-applicatifs) afin que les documents de la salle des marchés puissent être transférés à des tiers de manière dématérialisée et continue (préfecture, trésorerie, mairie, DGS, ...)



4. Installer une **nouvelle version de i-Parapheur** et **déverrouiller la limite technique des tenants i-Parapheur** (99 licences actuellement alors que la majeure partie est consommée) afin de pouvoir continuer à déployer cet outil auprès de nos adhérents au rythme actuel de 3 à 5 installations par mois.
5. Mettre en place un **service de Gestion de Documents et de Systèmes d'Archivage Electronique** légal afin de finaliser la dématérialisation de la chaîne achats publics, hébergé en cloud 100% souverain dans le cadre d'un partenariat avec le GIPC et le GIP Maximilien.
6. Mettre en place les **outils d'infocentre** – de présentation de la donnée – sur **l'Observatoire de la DATA** afin de permettre aux acheteurs publics, notamment, de piloter leurs stratégies achats et achats responsables.
7. Mettre en place un **outil de communication d'envoi de SMS en masse** afin de communiquer auprès de nos adhérents les messages adéquats en relation avec l'activité sur la plateforme (montée de version, opération de maintenance, indisponibilité de la plateforme, ...)

Ainsi, à fin 2022, un adhérent pourra traiter sur la plateforme l'ensemble des étapes liées à un marché. Il peut faire du sourcing, rédiger les pièces administratives, passer, organiser sa CAO, attribuer, signer électroniquement et suivre l'exécution de son marché sur la plateforme et enfin envoyer aux services de l'Etat (Contrôle de Légimité et Trésorerie) l'ensemble des pièces de marchés ainsi que d'autres flux.

3. Axe 3 : Promouvoir le développement durable

Sur le volet social, poursuivre la complémentarité des actions entre la Région et le GIP Maximilien autour de la Mission d'appui au développement des clauses sociales dans les marchés publics confiée par la Direccte Île-de-France et le FSE au GIP :

- **Remonter les bonnes pratiques de la Région** pour réaliser la boîte à outils clauses sociales : partage de méthodologie, gestion prévisionnelle, clauses sociales types, élaboration d'une cartographie des familles d'achats
- **Mettre à disposition de la Région des outils pour atteindre les objectifs du nouveau PNAAPD 2021-2025** dont les objectifs sont plus ambitieux que le précédent plan en matière de disposition sociales et environnementales.
- **Mettre en relation la Région avec les têtes de réseaux des structures de l'ESS**
- Accompagner la Région, en fonction des besoins, au démarrage des marchés, en organisant **de manière semestrielle une rencontre avec les coordinations départementales des clauses sociales** pour le calibrage de ses clauses sociales.
- Organiser si besoin **un point d'étape de la MACS à destination notamment des élus franciliens** dans les locaux de la Région.
- Dans le cadre des travaux de la MACS et notamment dans le cadre de l'animation de l'équipe projet, **assurer un échange téléphonique régulier avec l'interlocuteur désigné par la Région.**
- **Promouvoir l'Opendata des clauses sociales** de la Région en lien avec les travaux de la Région Île-de-France sur l'Opendata
- **Animation de l'observatoire régional** des clauses sociales basé sur un entrepôt de données mutualisé et des outils de « data visualisation ».
- **Intégrer la Région dans les actions menées par le GIP** sur la pleine exploitation des données essentielles des marchés publics : organisation d'événements, accompagnement des agents dans l'exploitation des données, mise à disposition d'outils.



II - Déployer de bout en bout la dématérialisation de la chaîne d'achat

La plateforme Maximilien est devenue une référence au niveau de l'Etat (DAJ) qui nous associe très régulièrement à ses travaux et notamment dans le cadre du Plan de Transformation Numérique de la Commande Publique (TNCP).

Un des projets retenus dans le cadre de l'appel à projet TNCP est le projet de Transformation Numérique de la Commande publique porté par la DAJ, la DAE et l'AIFE qui vise à dématérialiser, au niveau national, l'ensemble de la chaîne de la commande publique en rendant interopérables les plateformes de consultation et de passations de marchés publics.

Le GIP Maximilien est fortement sollicité pour son exemplarité car il a été la première plateforme à rendre interopérable l'ensemble de ses services avec les autres plateformes et applications métiers.

Ce projet comporte différentes ambitions :

- Pour les acheteurs, l'objectif affiché est de faciliter la visibilité des consultations, **d'augmenter le nombre de réponses et de développer l'environnement concurrentiel** optimisant le prix d'achat et ainsi la gestion des deniers publics.
- Pour les utilisateurs, la cible est bien évidemment la **réduction des ressaisies**.
- Pour les éditeurs, la définition d'un cadre d'interopérabilité favoriserait le développement d'applications dont l'interconnexion serait facile à mettre en place. L'interopérabilité est déclinée dans ses dimensions juridiques, métier, fonctionnelle, applicative et technique. Si la notion d'échange est récurrente, la réalisation des interopérabilités métier, fonctionnelle et technique paraissent devoir s'appuyer sur un commun défini par un cadre normatif, qu'il s'agisse de standards ou de règles juridiques
- Pour les opérateurs économiques, l'interopérabilité vise à favoriser l'accès à la Commande Publique et l'identification d'opportunités, et à augmenter ainsi le taux de réponse aux consultations. Par ailleurs, elle vise à réduire la charge administrative des petites et moyennes entreprises en facilitant le dépôt d'une offre depuis n'importe quel profil d'acheteurs, quel que soit le profil d'acheteurs utilisé pour la publication. Elle rend possible l'implémentation d'un « profil d'opérateur économique » : un portail proposant toutes les fonctions nécessaires aux opérateurs économiques pour participer à une consultation, quelle qu'en soit l'entité publique émettrice.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan, le GIP Maximilien :

- A installé en 2020 **un outil de vérification et de signature des documents** de marchés qui sera maintenu par l'Etat plus sécurisé que l'outil actuel.
- A installé en 2021, **un outil de publicité**, développé dans le cadre du Fond de Transformation de l'Action Publique (FTAP) porté par l'Etat, permettant de diffuser des annonces de publicité au **BOAMP et au JOUE sans surcoût**.

Afin d'accompagner ce plan TNCP, les plateformes de commande publiques interopérables vont devoir assurer la prise en compte des tickets de support de leurs propres outils mais aussi des plateformes de commandes publiques de tiers.

La montée de charge de l'interopérabilité des plateformes va donc nécessiter **la mise en œuvre de solutions centralisées interconnectées de type SPOC (single point of contact)**. Ces SPOC nécessitent la mise en place :

- De moyens téléphoniques de type call-center,
- D'outils de gestion de suivi de tickets,
- D'interconnexion des SPOC des différentes plateformes et
- De personnels ayant la charge d'instruire les tickets de demande de support.



Il semblerait que le plan TNCP soit mis en service à fin 2022.

Par conséquent, le SPOC du GIP Maximilien devrait démarrer son activité à partir de décembre 2022 avec de premiers moyens techniques cités ci-dessus. Une seule personne sera nécessaire pour assurer la tenue du call center durant la phase de rodage du SPOC sur 2023.



III – Accompagner les acheteurs publics sur le développement des achats responsables

1. Ecrire et mettre en œuvre la nouvelle feuille de route de la Mission d'appui au développement des clauses sociales dans les marchés publics

Depuis 2016, le GIP Maximilien s'est vu confier par la Direccte Île-de-France, dans le cadre du "Grand Paris de l'Emploi et des Entreprises", la coordination d'une mission d'appui au développement des clauses sociales (MACS) à l'échelle régionale. Cette mission est financée par la Direccte Île-de-France et le Fonds Social Européen (FSE). Elle porte ainsi la responsabilité de la mise en œuvre, en articulation avec tous les acteurs du territoire francilien compétents en ce domaine, des deux missions suivantes : Faire connaître et valoriser les clauses sociales au service de l'emploi et renforcer et accompagner l'écosystème des clauses sociales pour l'emploi

Le financement européen (FSE) étant arrivé à échéance au 31 décembre 2020, le GIP Maximilien a travaillé au premier semestre 2021 à la réécriture d'une nouvelle feuille de route qui sera présentée au nouvel appel à projet sur la programmation FSE 2021-2027.

Elle poursuivra les actions engagées depuis 2016 et ciblera en complément des actions plus spécifiques sur les cibles suivantes :

- Les opérateurs économiques franciliens (sensibilisation à la commande publique responsables, mise en relations avec les donneurs d'ordre, ...)
- Les donneurs d'ordre publics : Sensibilisation au dispositif de la clause d'insertion, mise en relation avec les réseaux régionaux des secteurs IAE, ESS, STPA via la mise en place d'un guichet unique
- Les fédérations professionnelles pour essaimer la sensibilisation à la commande publique responsable.

Les missions MACS s'est vu renforcée par le recrutement d'une chef de projet courant d'année 2021 et d'une chargée de mission en janvier 2022 afin de poursuivre le déploiement des opérations ci-dessus.

2. Mettre en œuvre la mission régionale dédiée à l'intégration des aspects environnementaux et d'économie circulaire dans les achats publics

Les achats publics responsables sont un levier majeur pour la généralisation de la transition écologique. Ils sont vecteurs d'actions concrètes et d'exemplarité, impulsent l'action et le développement des autres acteurs sur les territoires, en particulier les entreprises, et favorisent l'évolution des pratiques vers l'économie circulaire. Ils constituent un outil important pour atteindre les objectifs de la politique environnementale relatifs à l'utilisation des ressources, à la consommation et à la production durable, et au changement climatique.

Le GIP Maximilien, avec le soutien financier de la Région Île-de-France et la Direction régionale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France (DRIEE), de l'ADEME Île-de-France et de la Métropole du Grand Paris mettra en œuvre en 2022 [un programme d'actions détaillé sur ce lien](#) pour les acheteurs publics franciliens.

Le GIP Maximilien a procédé en 2021 au recrutement d'un chef de projet et lancera sur 2022 les premiers cycles d'accompagnement sur 4 familles d'achats :

- Mobilier de bureau
- Informatique
- Bâtiment
- EPI et vêtements professionnels

Ces familles d'achats, formalisées sous forme de « parcours » seront déployés durant toute l'année 2022.

Toutefois, la mise en œuvre des parcours ci-dessus nécessitent un doublage du chef de projet par un chargé de mission afin d'assurer une continuité du projet.

Financement du plan d'actions :

Pour mener à bien ce plan d'actions, Maximilien a besoin de ressources humaines et financières. Notre fonctionnement repose aujourd'hui sur une équipe qui ne permet d'assurer toutes les activités mentionnées dans les besoins exprimés ci-dessus.

Sur le plan financier, le budget 2022 du GIP Maximilien est de 2,16 Millions d'euros dont plus de 60% financé par les contributions des membres (1,1 M€ prévus en 2023) et 10 ETP.

La forte augmentation des contributions aux budgets 2019 et 2020 couvre uniquement les coûts d'exploitation de la plateforme, ce qui avait été anticipé et prévu. Tout nouveau projet nécessite un financement supplémentaire.

Ce plan d'actions 2022 comporte des réalisations de type « investissements ».

Le montant des investissements sera présenté dans une demande de subvention séparée.

Ces investissements impactent des livrables listés dans le présent document sur les AXE I-1, AXE I-2 et AXE II en partie, notamment les solutions de GED et SAE.

Fonctionnement :

2022 : la sollicitation se décompose de la manière suivante :

- 150 000€ pour la mise en œuvre du plan d'actions présenté ci-dessus
- **AXE III** : 60 000€ pour la mission Clauses Environnementales et circulaires

Ci-après le plan de financement détaillé du GIP Maximilien entre 2017 et 2021 :

	2017	2018	2019	2020	2021	Prév 2022
	Ancienne Plateforme		Transition	Nouvelle Plateforme		
Nombre Adhérents	175	260	313	360	400	450
Effectifs (ETP)	7,00	8,00	8,00	8,80	9,50	12,00
Budget Annuel	995 700	1 072 000	1 402 500	1 680 000	1 970 000	2 100 000

RECETTES						
Cotisations	460 000	536 000	700 000	980 000	1 100 000	1 300 000
Vente de Certificats	4 200	3 400	2 000			
Subventions CRIDF :						
Investissement	-	-	250 000	175 000	200 000	150 000
Fonctionnement	182 500	200 000	200 000	300 000	190 000	210 000
Autres subventions :						
Investissement		312 000				
Fonctionnement	349 000		250 000	295 000	480 000	440 000
Total Recettes	995 700	1 051 400	1 402 000	1 750 000	1 970 000	2 100 000

DEPENSES						
Plateforme						
Investissement		10 000	565 000	175 000	200 000	150 000
Fonctionnement	385 000	375 000	254 000	685 000	815 000	835 000
RH	340 000	438 000	450 000	640 000	680 000	800 000
Autres Charges	232 500	248 000	100 000	250 000	275 000	315 000
Total Dépenses	957 500	1 071 000	1 369 000	1 750 000	1 970 000	2 100 000

Resultat	38 200	- 19 600	33 000	-	-	-
-----------------	---------------	-----------------	---------------	----------	----------	----------

Contacts :

- Laurent Peterschmitt – Directeur du GIP Maximilien – laurent.peterschmitt@maximilien.fr

Budget Primitif 2022



Délibération n° AG-2021-07

Assemblée générale du 16 décembre 2021

Budget primitif 2022

L'Assemblée générale du GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC MAXIMILIEN convoquée le 2 décembre 2021 réunie par voie dématérialisée, sous la présidence de Marie-Carole CIUNTU, Présidente du GIP MAXIMILIEN,

VU la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit notamment les articles 98 et suivant,

VU la convention constitutive du GIP MAXIMILIEN,

VU le règlement financier et le règlement intérieur,

APRES EN AVOIR DELIBERE

DÉCIDE

Article 1 :

L'Assemblée Générale vote les prévisions budgétaires 2022 suivantes :

Niveau d'emploi prévisionnel :

- 12 ETPT

Compte de résultat prévisionnel :

- 744 832,16 € de charges de personnel
- 1 416 570,58 € de charges de fonctionnement
- 1 991 855,96 € de produits
- - 169 546,77 € de résultat net

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale :

- - 79 074,77 € de capacité d'autofinancement
- 782 441,61 € d'emplois
- 359 879,00 € de ressources
- - 422 562,61€ de variation de fonds de roulement

Sous réserve des dernières actualisations tenant compte de l'exécution budgétaire 2021 et du calcul des amortissements 2022.



Article 2 :

Les tableaux de présentation des emplois et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

Présentation des emplois

TABLEAU 1
Présentation des emplois

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau de présentation des emplois

	Total organisme
Emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	12



TABLEAU 2

Compte de résultat prévisionnel et état prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Budget Primitif 2022	PRODUITS	Budget Primitif 2022
Personnel	744 832,16	Subventions de l'Etat	191 800,00
dont charges de pensions civiles*	23 607,84	Fiscalité affectée	160 624,00
Fonctionnement autre que les charges de personnel	1 416 570,58	Autres subventions	1 609 431,96
Intervention (le cas échéant)		Autres produits	30 000,00
TOTAL DES CHARGES (1)	2 161 402,74 €	TOTAL DES PRODUITS (2)	1 991 855,96 €
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)		Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	169 546,77 €
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	2 161 402,74 €	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	2 161 402,74 €

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Budget Primitif 2022
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	- 169 546,77 €
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	251 096,00 €
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	160 624,00 €
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	
- produits de cession d'éléments d'actifs	
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	- 79 074,77 €



Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Budget Primitif 2022	RESSOURCES	Budget Primitif 2022
Insuffisance d'autofinancement	79 074,77	Capacité d'autofinancement	
		Financement de l'actif par l'État	301 879,00
Investissements	413 366,84	Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	58 000,00
		Autres ressources	
Remboursement des dettes financières	290 000,00	Augmentation des dettes financières	-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	782 441,61	TOTAL DES RESSOURCES (6)	359 879,00
Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(5)		Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(6)	422 562,61

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Montants
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	-422 562,61
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)	
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	
Niveau de la TRESORERIE	

Début de la séance

Quorum : 1/5 des 333
membres (AG)

Présents : 56

Pouvoirs : 38

Voix délibératives : 79

Vote de la délibération :

Votants : 56

Absentions, nuls : 1

Exprimés : 78

Oui : 78

Non : 0

Marie Carole Ciuntu

Présidente du GIP MAXIMILIEN